

17 avril 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, devant la presse française à Tokyo, Palais d'Akasaka, samedi 17 avril 1982.

Mesdames et messieurs,

- Je m'adresse à vous d'une façon un peu informelle. J'aurai l'occasion bientôt de m'adresser aux Français par votre intermédiaire d'une façon un peu plus classique.

- QUESTION.- Vous avez dit que vous n'étiez pas venu ici simplement pour... (inaudible)... en voyageur de commerce, ce sont vos propres mots, concrètement que ramenez-vous dans vos bagages à Paris, au niveau économique et deuxièmement pensez-vous que vos contacts avec les autorités japonaises vous permettent de penser qu'au sommet de Versailles vous aurez un appui de la part des Japonais ?

- LE PRESIDENT.- Il ne faut pas donner une tonalité dédaigneuse à l'expression "voyageur de commerce". C'est un métier très honorable, il faut que le chef de l'Etat français traite partout, comme le fait le gouvernement en permanence, des intérêts commerciaux de la France. Il y a simplement une échelle de valeurs, et à cet égard le premier voyage d'un chef d'Etat Français au Japon ne peut pas s'identifier simplement à une opération commerciale.

- Que va-t-on vendre au Japon ? Question importante, mais insuffisante. J'ajoute que la plupart des problèmes de type commercial, qui restent posés entre la France et le Japon sont généralement des problèmes entre l'Europe et le Japon. Il y a assurément des différences entre tel ou tel des dix pays de la Communauté européenne `CEE`. Mais en gros, j'entends partout, au sein de cette Communauté, la même plainte et la même récrimination : le Japon nous envahit de ses produits et ne nous achète pas grand chose. D'où un déséquilibre dans la balance commerciale comme dans la balance des comptes qui devient tout à fait inquiétant. C'est cela qui explique que, lors de la dernière réunion au sommet de la Communauté des Dix à Bruxelles, il y a seulement quelques jours, une résolution a été adoptée disant que lors de la rencontre au sommet des pays industriels de Versailles au mois de juin, il faudrait poser la "question de confiance" au Japon. C'est une réalité.\

` Suite réponse ` C'est vrai qu'on ne peut pas reprocher au Japon de bien travailler et de bien vendre. Mais il arrive un moment où un grand pays, un très grand pays comme l'est le Japon doit assumer une autre forme de responsabilité, c'est-à-dire participer pleinement au développement du monde, se sentir responsable. Provoquer, même si ce n'est pas volontaire, le désordre dans l'économie, ou accentuer le désordre déjà très grand des économies occidentales, n'est pas heureux, y compris pour le Japon car s'agissant des problèmes politiques et de politique internationale, nous sommes associés et partenaires et non pas concurrents.

- Et puis, il y a une échéance très proche, c'est Versailles. Je lis quelquefois que je voudrais que la réunion au sommet de Versailles puisse aboutir à un succès. Quand je suis allé à Ottawa, je souhaitais pour la France un succès de cette conférence. J'éprouve les mêmes sentiments aujourd'hui, d'autant plus que cette conférence se tient en France, mais j'aurais les mêmes sentiments quand l'année suivante nous nous réunirons dans un autre pays.

- C'est un besoin fondamental que de donner à ces sept `Etats-Unis` `Canada` `Grande-Bretagne` `RFA` `Italie` `Japon` `France` `grands pays industriels qui se réunissent en ces circonstances, en plus du représentant de la Communauté européenne `CEE`, ce qui fait huit au total, l'occasion de parvenir à définir les grands traits d'une politique internationale, diplomatique, d'équilibre militaire et de permettre la discussion des intérêts économiques sur les relations avec

à l'équilibre militaire et de permettre la discussion des intérêts économiques, sur les relations avec le tiers monde.

« Suite réponse » Depuis plusieurs années, les divergences commerciales entre le Japon et les Européens de l'Ouest se sont accrues. Ce n'est pas simplement depuis dix mois ou onze mois, peut-être moins d'ailleurs, cela fait des années que cela dure. Qu'a-t-on alors tendance à faire ? On a tendance à se protéger et à s'enfermer. L'Europe et la France ont tendance à dire "on va se protéger, faire du protectionnisme", ce qui va contre le souhait général d'un marché ouvert sur toute la surface de la planète.

- Les Japonais nous disent alors "vous faites du protectionnisme, donc vous manquez aux règles mêmes sur lesquelles est fondée notre alliance internationale". Les Japonais oublient de dire que leur propre marché n'est pas facile à pénétrer. Pour des raisons historiques et traditionnelles réelles qu'il faut comprendre, il y a trop peu d'Européens et surtout trop peu de Français qui connaissent le Japonais, qui parlent cette langue. Il n'y a, je crois, que 25 des 100 principales entreprises françaises qui ont des représentations permanentes au Japon et il y a très peu de petits Français qui apprennent le japonais à l'école, peu d'enseignants. Une aussi épaisse muraille d'ignorance étant établie entre nos pays, comment voulez-vous que des échanges se produisent, y compris des échanges commerciaux ?

- De plus, le marché japonais est subtilement protégé. Pour le pénétrer véritablement, il faudrait pouvoir passer par-dessus mille et une contraintes, qui ne sont pas toujours écrites dans les textes, mais qui sont réelles. Alors j'ai dit aux Japonais, à M. le Premier ministre Suzuki, comme je l'ai dit aux ministres que j'ai rencontrés "vous nous reprochez ce protectionnisme, mais vous le pratiquez aussi et alors mettons sur la table, sans attendre Versailles, l'ensemble des mesures de protection qui font qu'aujourd'hui le commerce international ne rencontre que des obstacles".

- Voilà un point sur lequel j'ai en effet, constamment mis en garde nos amis japonais, je l'ai même fait dans une intervention que j'ai prononcée devant le Parlement japonais, contre les conséquences graves d'un manque de compréhension. Si aucun progrès n'est fait dans ce sens, les frontières se fermeront inéluctablement et tout le monde y perdra. Les cinq ministres qui m'ont accompagné ont poursuivi des négociations, chacun dans son domaine. Il appartiendra au chef du gouvernement d'en faire le bilan.

« Suite réponse » Vous êtes un petit peu tombé, permettez-moi de vous le dire, M. Sassié, dans le défaut que vous alliez me reprocher "alors vous êtes venu pour faire du commerce". Non, je ne suis pas simplement venu pour cela. "Mais alors, combien cela vous a rapporté". Et c'est vous qui, pour l'instant, me contraignez à rester dans le rôle du voyageur de commerce dont j'ai déjà dit que c'était un rôle respectable.

- Notre conversation avec le Japon, n'a pas commencé aujourd'hui. Elle va continuer d'une façon accélérée et permanente. On dira "quels sont les contrats dont la France va tirer un réel profit de ce voyage". Je répète que la question n'est pas là, mais de savoir si demain l'Europe occidentale et le Japon disposeront d'un consensus mutuel pour que leurs échanges s'égalisent, davantage ou du moins se rapprochent.

- Lorsque je m'exprime ainsi, j'ai le sentiment de parler, je n'en ai pas le mandat, mais j'espère que j'en ressens bien la mission, au nom de l'intérêt de l'Europe tout entière.

QUESTION.- Pour revenir justement au sommet de Versailles, vous avez déclaré hier devant la "Diète" que le Japon ne serait précisément pas sur les bancs des accusés, alors ne craignez-vous pas que les Japonais fassent quelques concessions d'ici la tenue de ce sommet de Versailles et que aussitôt après la fin de ce sommet la guerre économique reprenne entre le Japon et l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, on peut tout supposer. On peut même supposer que chacun des pays dont nous parlons, les sept principaux et les autres, ne fassent qu'un vilain jeu de cache-cache. On peut aussi imaginer le contraire.

- D'abord la nécessité fait loi. L'essentiel est maintenant de bien faire ressentir où se trouve cette nécessité. Moi, je suis sûr, peut-être grâce-à ce voyage en-particulier, que mes interlocuteurs japonais s'en rendent mieux compte aujourd'hui qu'hier.

- Je crois que dans les semaines et les mois qui viendront, les Japonais et les Européens

également inquiets du fossé qui s'élargit entre les pays industriels du nord et les pays du tiers monde du sud, également inquiets des formidables fluctuations des principales monnaies et de la domination de l'une d'entre elles `dollar`, également inquiets des taux excessifs de l'argent pratiqués aujourd'hui, seront contraints de se sauver ensemble, c'est-à-dire de lutter en-commun contre les effets pernicieux et dramatiques de la crise internationale.

- Je ne vois pas pourquoi je supposerais que les responsables japonais n'ont pas la même conscience de l'intérêt général que nous l'avons nous-mêmes. Commençons par nous-mêmes, nous Français. Je demanderai au gouvernement avec beaucoup d'insistance de faire tout ce qui doit être fait, et qui n'a pas été fait pendant les années précédentes, pour armer la France dans cette compétition.\

QUESTION.- Si vous faites le bilan... (inaudible...., avez-vous l'impression d'avoir été bien compris... (inaudible)...

- LE PRESIDENT.- Moi, j'en suis satisfait. L'accueil reçu, le sérieux des conversations me donnent à penser que c'est un réel progrès mais c'est à vous de l'apprécier.

- Voyez, ce matin, je suis allé visiter le centre de recherches de "Tsukuba". C'est un des très grands centres de recherches dans le monde, peut-être le plus grand. Je veux dire qu'y sont rassemblés, sur une superficie importante et relativement étroite cependant, les plus grandes disciplines de la recherche scientifique. C'était très intéressant. Non seulement, en tant que tel, j'apprenais à chaque instant, mais aussi parce que je pouvais mesurer en quoi le Japon, réputé à-juste-titre comme un pays de progrès technique, peut-être même le plus remarquable des pionniers du progrès, avait de l'avance sur nous et sur les autres, et aussi les points sur lesquels la France est très avancée. Croyez-moi, la France est plus souvent en avance qu'on ne le croit généralement, y compris en France même.

- Vous savez que le gouvernement a mis l'accélérateur sur la recherche, qui représente l'un des axes essentiels de notre politique. Je crois que nous sommes considérés comme des partenaires avec lesquels on peut discuter d'égal à égal. La France est l'un des trois pays pour la recherche et la technologie du futur. Non seulement, elle restera parmi ces trois-là, mais elle améliorera son rang à l'intérieur de ce peloton de tête. Tout ce que j'ai vu ce matin avait quelque chose d'intéressant, j'ai rencontré par exemple les enfants des chercheurs qui sont réunis dans des écoles, dans des collèges, et qui vivent dans une ambiance particulière. Tsukuba est un haut lieu de l'esprit scientifique, et il s'y mêle une certaine qualité de relations humaines.

- Moi, Président de la République française, dans un centre de recherches, sur le territoire japonais, amené à tout moment à faire des comparaisons, je pensais à Saclay, à Orsay, à Gif-sur-Yvette, à Grenoble, je me disais après tout, nous sommes sur certains points aussi bien équipés, nous sommes même le pays leader dans certains domaines, et pour les autres, eh bien, on va s'y mettre : le chantier est ouvert.

- Indépendamment de l'aspect commercial dont j'ai parlé avec vos confrères, mon bilan sur-le-plan de la recherche et de la connaissance des grands moyens qui dessineront le visage de cette fin de siècle, s'inscrit dans une discussion générale qui a touché ce que l'on appellera la politique internationale, les relations entre le nord et le sud. C'est une certaine conception de l'équilibre mondial, sur laquelle le Japon et la France ont les mêmes intérêts.\

Il reste un point sur lequel les réactions sont fondamentalement différentes c'est celui de l'armement, et spécialement de l'armement nucléaire.

- Imaginez combien le Japon a souffert ! Hiroshima cela signifie quelque chose, un grand drame humain pour l'humanité tout entière, et plus encore, dans le pays où ce bombardement a eu lieu.

- Mais je crois avoir expliqué franchement la position de la France qui, bien entendu, souhaite le désarmement et a toujours considéré que la sécurité collective, le désarmement et l'arbitrage étaient trois fondements essentiels de la paix dans l'équilibre des forces. Mais, j'ai en même temps expliqué que la défense de mon pays reposait depuis un quart de siècle sur la détention de l'armement nucléaire, qui nous permet de développer une stratégie dite de dissuasion, de dire que nous sommes armés de telle sorte que tout agresseur éventuel hésitera ou même se refusera à une attaque contre la France, par crainte de ce que la France pourrait faire.

- Il y a eu une grande discussion à ce sujet. Moi-même, je m'en suis mêlé. Je n'aurais peut-être pas placé la France dans cette situation, il y a 25 ans. Mais j'ai la charge de la défense de mon pays, de sa sécurité, de son indépendance, et je ferai tout ce qu'il faudra pour cela. D'autant plus que nous avons à côté de nous deux très grandes puissances, la Russie `URSS` et les Etats-Unis d'Amérique, qui disposent d'un arsenal formidable d'armes nucléaires. Je ne peux pas oublier que lorsque j'étais moi-même un adolescent, j'ai été appelé, entraîné dans le gouffre d'une guerre mondiale et que mon pays a été occupé. Je ne veux pas que la France se trouve dans une situation comparable. J'ai expliqué cela aux Japonais, et je pense qu'ils ne peuvent plus douter que notre armement soit le support d'une position militaire défensive, qu'il ne soit pas question pour la France d'être menaçant pour qui que ce soit et que nous ayons aussi notre conception du désarmement. Cette explication était peut-être la plus difficile, sans oublier que la situation géographique veut que la France se livre à des essais nucléaires dans le Pacifique sud, ce que tous les pays du Pacifique en général ressentent avec plus d'actualité que les autres... Cela a fait partie des sujets de discussion, pas seulement avec le Premier ministre, mais surtout avec les représentants des groupes parlementaires et des syndicats que j'ai reçus. C'est un problème japonais que je n'ai pas le droit d'ignorer.\

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Je l'ai très peu abordé. Je me suis préoccupé essentiellement du problème français. Je n'ai d'ailleurs pas à faire des confidences particulières lorsque je me trouve à l'étranger sur la façon dont je considère les intérêts vitaux de la France. Je tiens -compte de l'avis de nos amis, mais si j'estime que ces avis ne sont pas bons pour la France, je n'en tiens pas -compte. Je n'ai pas approfondi le sujet de l'armement japonais. La France assure sa défense de façon autonome par la dissuasion. Elle fait partie d'une alliance, c'est l'Alliance atlantique. Le problème pour la France est de bien ajuster ces deux aspects de ce qui devrait être une même stratégie, et qui aboutit le plus souvent à être deux stratégies concomitantes. Voilà le grand problème. Mais le Japon est loin de l'Atlantique, de telle sorte que ce n'était pas le type de conversation bilatérale qui pouvait nous intéresser.\

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- J'ai répondu aux questions qui m'avaient été posées et ces questions tournaient autour des sujets suivants : vous vous plaignez de l'indifférence des Japonais, de leur invasion mercantile, commerciale, mais est-ce que ce n'est pas un peu de votre faute, à vous Français, est-ce que vous pouvez nous en faire le reproche, à nous ? "Il nous semble, disaient les téléspectateurs qui ont écrit en grand nombre, que les Français ne font pas beaucoup d'effort pour venir chez nous". J'étais bien obligé d'admettre que c'était assez exact. Les Japonais sont beaucoup plus actifs pour vendre leur produit à l'étranger que nous ne le sommes, en tout cas à l'égard du Japon.

- J'ai reconnu que nous avons des efforts à faire. Quand je dis "nous" c'est les Français, pas simplement l'Etat français. L'ensemble des entreprises privées qui voudront s'ouvrir le marché japonais trouveront, dans la mesure du possible, le -concours de la puissance publique.\

`Suite réponse` Ce qui était dit sur-le-plan commercial était vrai sur-le-plan culturel. Nous avons quelques grands écrivains, quelques grands artistes, quelques grands créateurs qui sont très connus au Japon, qui pratiquent le Japon. Mais pas assez. Nous avons extrêmement peu d'enfants qui apprennent le japonais, assez peu d'enseignants de japonais en France. Nous sommes beaucoup moins orientés vers cette conquête-là que les Japonais qui ont des écoles que vous avez pu voir, puisque vous êtes, vous aussi, au Japon depuis quelques jours, dans lesquelles il y a non pas des centaines, mais des milliers de petits Japonais qui apprennent le français.

- J'ai parlé de cela avec les téléspectateurs et c'était un vrai dialogue. Puis, ils m'ont posé des problèmes plus vastes par exemple, "est-ce qu'en France on considère les Japonais comme des gens purement pratiques, purement matérialistes ?" Je leur ai répondu, c'est vrai, il y a des Français qui le pensent. Après tout, pour établir une hiérarchie avant de prononcer un verdict sur la spiritualité des peuples ou leur matérialisme, je demande à prendre mon temps. Mais c'est un peu l'impression que nous avons, parce que l'on voit surtout débarquer en France des avions et des cars de japonais avec leur appareil de photographie, qui prennent nos monuments, qui ont

des cars de japonais avec leur appareil de photographie, qui prennent nos monuments, qui ont toujours l'air d'être assez riches, assez aisés, ce qui n'est pas toujours vrai, et puis ont une façon de vivre qui nous étonne un peu. Mais en réalité, ce qui me paraît le plus vrai et je l'ai dit aux téléspectateurs, c'est que la réussite commerciale, surtout dans les techniques d'avenir, dans l'imagination et le progrès, cela ne pouvait pas s'expliquer à soi tout seul. Ce n'est pas simplement parce que les Japonais ont décidé de vendre beaucoup qu'ils vendent beaucoup. Une si haute technicité ne serait pas née de rien, c'est le fruit d'une longue civilisation, d'une discipline, d'une méthode de travail, d'une conviction et d'un sens du devoir.

- Alors, de cela, il faut en tenir le plus grand compte. Bref, ce qui peut apparaître comme un matérialisme découle peut-être d'une certaine conception de la vie.\

` Suite réponse ` J'ai reçu les syndicalistes japonais et je leur ai dit, comme j'ai pu le dire aux patrons japonais qui m'ont reçu que, bien entendu, l'aspect social ne peut pas être négligé et qu'il y avait certaines comparaisons à faire... Pas la peine d'insister, on comprend aisément ce que je veux dire. Il est vrai qu'il faut aussi une certaine égalité dans les lois sociales pour que les travailleurs puissent bénéficier du progrès de la technologie, qu'ils ne soient pas simplement des victimes du progrès qui deviennent des chômeurs, et que les problèmes de formation professionnelle, d'information économique, de condition de travail soient des supports aussi nécessaires que l'invention d'un savant pour le développement du monde et la mutation technologique. Mais tout cela ne relève pas d'un débat sur le matérialisme. C'est parce que ce peuple est un grand peuple qu'il représente ce qu'il est aujourd'hui.

- Je crois que l'on doit faire tout simplement la synthèse. Il faut aussi que la France et que les Français comprennent de plus en plus que la qualité de la production, la qualité des réseaux commerciaux, cela fait partie de la vie et que sans échanges il n'y a pas non plus de vie culturelle ni spirituelle. Tout se tient. J'en ai parlé aux téléspectateurs japonais, en attendant l'occasion d'en parler aux téléspectateurs français.\

QUESTION.- Vous souhaitez des liens politiques (inaudible)...

- LE PRESIDENT.- Cette coopération politique, je n'ai pas souhaité qu'elle se crée, elle existe. Ce n'est pas moi qui ai inventé les conférences au sommet, où se trouvent sept pays, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique et le Canada d'un côté, le Japon de l'autre et enfin l'Allemagne fédérale `RFA`, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, pays de l'Europe de l'Ouest. S'y ajoute un huitième partenaire, qui est le représentant de la Communauté des dix `CEE`.

- Ce n'est pas moi qui ai créé cela. Il y a une réunion chaque année dans un pays différent et l'on y discute de la politique. C'est-à-dire qu'il y a une coopération politique interne et externe. Interne : c'est le débat sur lequel vous m'avez engagé, en-particulier les déséquilibres commerciaux et bien d'autres choses encore. Il faut un certain type de système, disons, démocratique. On ne pourrait pas discuter comme cela avec des pays dont le régime serait dictatorial. Politique externe : c'est-à-dire comment réagit-on ensemble, face au reste du monde, même militairement.

- Toujours sur-le-plan interne, les relations sont entre Japon et Europe d'un côté, et Etats-Unis d'Amérique de l'autre, car depuis que les Etats-Unis d'Amérique ont cassé en 1971 le système monétaire international, nous vivons dans une sorte de folie permanente. Songez que nous devons acheter des biens nécessaires avec un dollar qui n'obéit à aucune loi, qui n'est relié à nous par aucune réalité contractuelle, et que nous dépendons donc de cette monnaie sur laquelle nous n'avons pas de prise. Il faut quand même parvenir à considérer que, pour le moins et pour commencer, un accord devient nécessaire entre le dollar, le yen, l'écu européen. La façon dont je conçois les choses me conduit et me conduira de plus en plus à exiger ce système ou bien alors je prendrai les dispositions qu'il faudra.

- Voilà bien des conversations à caractère politique. Il existe déjà une communauté politique dont le Japon et la France font partie. Vous dites quelle différence ? Il y a tout. Il y a la différence que veut la géographie, et la géographie commande souvent l'histoire. La RFA, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande, le Danemark, l'Irlande sont nos voisins. Le Japon reste encore assez loin, même si la planète se rétrécit. Des traditions, des circuits se sont créés entre le Japon et la France. S'il est naturel qu'il n'y ait pas, par exemple, l'intimité qui existe entre la France et la Belgique, nous sommes dans le même système politique.\

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Non, les conditions pour sortir de la crise ne sont pas encore réunies. Les pays dont nous venons de parler, et qui sont pourtant des associés et des alliés, n'ont pas fait l'effort qu'il fallait. Ils ont davantage obéi, je pense surtout aux plus grands, à leur égoïsme national et, selon moi, à leurs intérêts mal compris plutôt que de mettre l'accent sur une action commune pour dominer la crise. Cela me relie à la conversation précédente sur le système monétaire international, et sur l'attitude à prendre à l'égard du tiers monde.

- Si ce n'est pas fait, c'est donc qu'il faut le faire. Peut-être est-ce ce que vous appelez la médiation ? Nous sommes en-train de le faire. La réussite est-elle au bout ? Je ne peux pas répondre pour les autres. La France d'une part est désireuse de réaliser cette harmonie afin d'affronter la crise internationale £ d'autre part elle entend préserver son pré carré, garder ses chances. C'est la synthèse qu'il faut réaliser.

- La crise mondiale - mais ce n'est pas l'heure de discuter maintenant de cela - tient à un certain nombre de données qui nous atteignent tous. La mutation technologique : il est évident que, quand on se trouve devant une révolution industrielle qui exige de la part de ceux qui travaillent un changement constant, si la base des travailleurs n'est pas elle-même adaptée à ces changements, le chômage se développe. Il a ainsi pris des allures de gangrène galopante dans le monde occidental. Si le monde occidental continue d'agir comme il agit, il verra se développer des concurrences, qui sont à l'heure actuelle très vives dans un certain nombre de pays car il y a un transfert d'industries dans le monde.

- Cela frappe tous les pays dont nous parlons, en tout cas les pays d'Occident et d'Europe, même si les réponses sont différentes. On ne va pas aligner la politique intérieure des uns et des autres. C'est difficilement concevable. Après tout, chaque pouvoir dans chaque pays dépend du suffrage universel, qui s'exprime différemment. On peut trouver assez de points communs pour définir une vaste politique commune qui nous permettra d'avancer. Je suis en tout cas pour la médiation, de préférence à la confrontation £ mais je ne me fais pas d'illusion : c'est une oeuvre de longue haleine.\

QUESTION.- Devant la "Diète", vous avez rendu hommage au consensus de la force... des institutions du Japon, dans le...(inaudible).

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas après trois jours que l'on peut philosopher de cette manière. Ne me mettez pas dans la situation de celui qui découvrirait que toutes les Françaises étaient rousses, simplement parce qu'il avait passé une heure sur notre sol. Il y a des façons de bien connaître les autres : d'abord l'intuition, nourrie de lecture et d'informations. Ensuite, il y a l'expérience. Le mauvais moment pour juger, c'est quand on est entre les deux. Si on veut savoir beaucoup, il faut passer toute sa vie. Il y a des savants qui ont vécu 20 ou 30 ans au Japon : on ne peut pas leur faire la leçon. Puis, il y a beaucoup de gens qui viennent passer huit jours et qui peuvent écrire des ouvrages entiers sur le Japon. Moi, je n'en suis pas capable. Mais l'intuition, cela existe.

- J'ai personnellement une certaine façon d'appréhender les choses et les gens, et notamment cette intuition. Comment est-ce que je pourrais faire autrement ? J'ai d'ailleurs remarqué qu'il arrivait parfois que l'intuition se révèle une science exacte.

- Voilà, je me débrouille avec cela. Le modèle japonais, je vois ses qualités, ses défauts, mais ce n'est pas l'heure d'en parler. Ce n'est pas parce que je me trouve à Tokyo que je ne veux pas en parler, c'est parce que cela nous mènerait trop loin et puis j'ai besoin d'y réfléchir.

- Je n'ai pas été impressionné particulièrement par mon voyage £ au fond, je n'ai pas vu grand monde. J'ai vu les principaux responsables du pays mais je n'ai pas rencontré le peuple. Je ne me suis pas promené dans la rue. J'étais toujours dans les voitures officielles. Dans tous les pays où l'on va, cela devient de plus en plus difficile pour un Président de la République, et même pour quelques autres, de circuler dans la rue sans être entourés de beaucoup de gens, sans doute très utiles, mais qui quand même empêchent de voir le paysage. J'ai rencontré une sélection. Alors, avant de conclure, je réfléchirai.

- QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- A Washington, nous parlions des problèmes monétaires et du taux des loyers

de l'argent. Nous ne parlions pas d'autre chose. Je pense qu'il y aura des infléchissements avant Versailles `Sommet`. Je peux me tromper, puisque la décision ne dépend pas de moi. Et, que de fois l'ai-je dit à mes amis journalistes, ceux avec lesquels j'ai des relations personnelles et donc avec lesquels je peux m'entretenir plus souvent, que j'ai toujours pratiqué dans ma vie politique - vous pourrez d'ailleurs le remarquer en France - la morale d'Epictète. Ce sur quoi je peux agir, j'agis & ce sur quoi je ne peux pas agir, je regarde.

- Je peux agir d'une certaine façon dans ce domaine mais je ne peux pas décider à l'avance à la place des Américains, de ce qu'ils feront demain. Vous me demandez un pronostic & comme quelqu'un qui dit "il va y avoir un match entre Bordeaux et Saint-Etienne en football, je pense que c'est Saint-Etienne ou Bordeaux qui va gagner". Cela c'est un pronostic et, parfois, le dimanche soir, le mercredi ou le samedi, on a des surprises. Je pourrais en avoir de bonnes ou de mauvaises, je n'en sais rien. Mon pronostic c'est que cela devrait s'infléchir plutôt dans le bon sens.\